



RÉPUBLIQUE
FRANÇAISE

Liberté
Égalité
Fraternité

BOAMP.fr

Bulletin officiel des annonces des marchés publics

Avis de concession

Attention : les informations contenues dans l'extrait PDF peuvent dans certains cas ne pas présenter le texte intégral de l'annonce. Les extraits PDF des annonces du BOAMP ne constituent pas le format officiel, pour consulter le texte intégral au format officiel du présent avis, cliquez sur <https://www.boamp.fr/pages/avis/?q=idweb:24-95487>

Département(s) de publication : **19**

Annonce n° **24-95487**

Section 1 - Pouvoir adjudicateur/entité adjudicatrice

Nom de l'acheteur Public : Communauté d'agglomération du bassin de Brive

À l'attention de : Soulier Frédéric, Président

Adresse : 9 avenue Léo Lagrange, 19103 Brive

Coordonnées :

Téléphone : +33 555741000

Courriel : marchespublics@agglodebrive.fr

Adresse internet : <http://www.marches-publics.info>

Adresse internet du profil d'acheteur : <https://www.marches-publics.info>

Type de pouvoir adjudicateur : Organisme de droit public

Activité principale :

Services généraux des administrations publiques

Code NUTS : FRI21

Section 2 - Communication

Les documents du marché sont disponibles gratuitement en accès direct non restreint et complet , à l'adresse : <https://www.marches-publics.info>

Adresse à laquelle des informations complémentaires peuvent être obtenues : le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Les candidatures ou, le cas échéant, les offres doivent être envoyées :

le ou les point(s) de contact susmentionné(s)

Par voie électronique via : <https://www.marches-publics.info>

Section 3 - Description du marché

Intitulé : Délégation sous la forme d'une concession de l'aire de camping-car du lac du CAUSSE

Numéro de référence : DSP 2024 01

CPV - Objet principal : 55221000

Type de marché : Services

Description succincte : Le délégataire sera chargé, à ses risques et périls, de la gestion et l'exploitation et la promotion d'une aire de camping-cars sur le site du lac du CAUSSE, à LISSAC SUR COUZE. En

contrepartie de ses obligations, le délégataire sera autorisé à percevoir auprès des usagers de l'aire de camping-cars et définira ses propres tarifs qui seront fixés en adéquation avec la nature des prestations proposées, et de manière à renforcer l'attractivité du site. Il assurera la continuité du service et l'égalité des usagers vis-à-vis du service rendu

Section 3.1 - Renseignements relatifs aux lots :

Ce marché est divisé en lots : Non

Intitulé du lot : Délégation sous la forme d'une concession de l'aire de camping-car du lac du CAUSSE

Code(s) CPV additionnel(s) :

CPV - Objet principal : 55221000

Lieu d'exécution :

Code NUTS : FR

Description des prestations : Le délégataire sera chargé, à ses risques et périls, de la gestion et l'exploitation et la promotion d'une aire de camping-cars sur le site du lac du CAUSSE, à LISSAC SUR COUZE. En contrepartie de ses obligations, le délégataire sera autorisé à percevoir auprès des usagers de l'aire de camping-cars et définira ses propres tarifs qui seront fixés en adéquation avec la nature des prestations proposées, et de manière à renforcer l'attractivité du site. Il assurera la continuité du service et l'égalité des usagers vis-à-vis du service rendu

Critères d'attribution : La concession est attribuée sur la base des critères énoncés dans les documents du marché

Durée de la concession : 84 mois à compter de la notification du marché.

Le contrat s'inscrit dans un projet/programme financé par des fonds de l'Union européenne :
Non

Section 4 - Conditions de participation

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Habilitation à exercer l'activité professionnelle, y compris exigences relatives à l'inscription au registre du commerce ou de la profession Liste et description succincte des conditions, indication des informations et documents requis : - Formulaire Dc2, Déclaration du candidat individuel ou du membre du groupement. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Formulaire Dc1, Lettre de candidature _ Habilitation du mandataire par ses co-traitants. (disponible à l'adresse suivante : <http://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>) - Copie du ou des jugements prononcés, si le candidat est en redressement judiciaire

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les fournitures, services ou travaux objet du marché, réalisés au cours des trois derniers exercices disponibles. - Bilans ou extraits de bilans, concernant les trois dernières années, des opérateurs économiques pour lesquels l'établissement des bilans est obligatoire en vertu de la loi. - Déclaration appropriée de banques ou preuve d'une assurance pour les risques professionnels

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : 1. Déclaration sur l'honneur du candidat attestant qu'il n'est pas frappé par une interdiction de soumissionner à un marché public. (Dc1) 2. Responsabilité civile : il sera exigé la couverture de toutes les responsabilités encourues (accidents, dégâts, explosions, incendie et dommages de toute nature) 3. Dommage aux biens : il sera exigé une couverture sur les équipements et matériels utilisés dans le cadre du présent contrat. Cette police doit concerner tous les dommages et risques assurables. Elle doit s'appliquer en plus des biens mobiliers et immobiliers, aux pertes et frais consécutifs liés à la réduction ou à la suppression des activités du concessionnaire, ainsi qu'aux responsabilités civiles consécutives (ex : recours des voisins, des tiers...) 4. Une déclaration sur l'honneur concernant, d'une part le chiffre d'affaires global et, d'autre part, s'il y a lieu, le chiffre d'affaires concernant les prestations similaires à celles auxquelles se réfère la présente consultation réalisée au cours des trois derniers exercices. (Dc2) 5. Pour les opérateurs économiques pour lesquels l'établissement d'un bilan est obligatoire : les bilans, comptes de résultat et annexes ou documents équivalents, des trois derniers exercices ou les équivalents pour les candidats étrangers non établis en France

Capacité économique et financière :

Liste et description succincte des critères de sélection, indication des informations et documents requis : - Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années. - En matière de fournitures et services, une description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise. - Présentation d'une liste des principales fournitures ou des principaux services effectués au cours des trois dernières années, indiquant le montant, la date et le destinataire public ou privé

Niveau(x) spécifique(s) minimal/minimaux exigé(s) : Un mémoire qui permettra d'apprécier les capacités à assurer les engagements repris au contrat de délégation démontrant l'aptitude du candidat à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public et les capacités techniques et professionnelles du candidat (moyens humains et matériels du candidat notamment, cartes de qualifications professionnelles si détenues) comprenant ses références acquises dans le domaine objet de la délégation ou dans un domaine comparable et/ou toutes autres références ou éléments d'information susceptibles de démontrer son aptitude à assurer la continuité du service public et l'égalité des usagers devant le service public

Section 5 - Procédure

Renseignements d'ordre administratif

Langue(s) pouvant être utilisée(s) dans l'offre ou la demande de participation : français

Section 6 - Renseignements complémentaires

Informations complémentaires : Les dépôts de plis doivent être impérativement remis par voie dématérialisée. Pour retrouver cet avis intégral, accéder au DCE, poser des questions à l'acheteur, déposer un pli, allez sur <https://www.marches-publics.info> -

Procédures de recours :

Instance chargée des procédures de recours :

Nom Officiel : Tribunal administratif de Limoges

Adresse : 1, cours Vergniaud, 87000 Limoges

Coordonnées :

Téléphone : +33 555339155

Télécopieur : +33 555339160

Date d'envoi du présent avis à la publication : 19/08/2024